



« Anticiper, c'est prévoir pour agir »

Sommaire

15 novembre 2009

1- Perspective

Crise systémique globale - Les Etats face aux trois « options terribles » de 2010 : Inflation, forte pression fiscale ou cessation de paiement

Faute de refonte majeure du système monétaire international, le monde est bien en train d'entrer actuellement dans la phase de dislocation géopolitique mondiale de la crise systémique globale. Pour l'année 2010, sur fond de dépression économique et sociale, et de protectionnisme accru, cette évolution va ainsi condamner un grand nombre d'Etats à choisir entre trois options brutales, à savoir : l'inflation, la forte hausse de la pression fiscale ou la cessation de paiement.... ([page 2](#))

2- Telescope

La fin du consommateur occidental tel qu'on le connaît depuis plus de 30 ans

Si le consommateur américain, incarnation de l'American Dream depuis Henry Ford, est bel et bien mort, le consommateur occidental (hors USA) tel qu'on le connaît depuis une trentaine d'années est arrivé de son côté en bout de course. Et, selon LEAP/E2020, il serait erroné de penser que les Asiatiques ou les Latino-Américains vont se substituer à ces deux « bêtes à consommer » pour permettre à la « planète-profit » de continuer à tourner sereinement... ([page 7](#))

Sortie de crise : La collision avec la réalité - Réel état des lieux fin 2009 : USA, Euroland, Chine

Que les Etats-Unis, le Royaume-Uni, et même le Japon, s'acharnent désespérément pour éviter la cessation de paiement ou que la France et l'Allemagne n'aient d'autres choix réels d'ici la fin 2010 que d'augmenter leurs impôts, dans tous les cas de figure, sur fond d'inflation des biens de nécessité et des actifs spéculatifs, l'année 2010 va marquer la dure collision des politiques anti-crise avec la réalité de la crise systémique globale... ([page 12](#))

Le réveil de la Turquie : la sortie progressive hors du camp occidental

A la faveur de la crise systémique en cours et de l'affaiblissement rapide de la puissance des Etats-Unis et de l'armature occidentale sur laquelle cette puissance repose, la Turquie est en train de redéfinir fondamentalement ses intérêts géopolitiques majeurs. Les nouvelles priorités en gestation vont constituer d'ici 2012 la plus profonde remise en cause effectuée par Ankara depuis son entrée dans l'OTAN en 1952... ([page 17](#))

3- Focus

Recommandations stratégiques et opérationnelles

- . Devises / Or : Les tendances se confirment
- . Immobilier : Louer ou acheter – une alternative à considérer soigneusement désormais
- . Actions/Obligations : Le point d'inflexion approche
- . « Excès de liquidité » : Une explication iconoclaste ([page 21](#))

4- Le GlobalEurometre

Résultats & Analyses

L'unanimité des sondés (99%) ne perçoivent aucun signe d'amélioration économique dans leur pays... ([page 23](#))

1- Perspective

Crise systémique globale - Les Etats face aux trois options brutales de 2010 : Inflation, forte pression fiscale ou cessation de paiement

Comme anticipé par LEAP/E2020 en Février dernier, faute de refonte majeure du système monétaire international, le monde est bien en train d'entrer actuellement dans la phase de dislocation géopolitique mondiale de la crise systémique globale. Pour l'année 2010, sur fond de dépression économique et sociale, et de protectionnisme accru, cette évolution va ainsi condamner un grand nombre d'Etats à choisir entre trois options brutales, à savoir : l'inflation, la forte hausse de la pression fiscale ou la cessation de paiement. Un nombre croissant de pays (USA, Royaume-Uni, Euroland¹, Japon, Chine²,...), ayant tiré toutes les cartouches budgétaires et monétaires dans la crise financière de 2008/2009, ne peut en effet plus s'offrir d'autre alternative. Cependant, par réflexe idéologique et pour tenter d'éviter par tous les moyens d'assumer des choix aussi douloureux, ils vont néanmoins tenter de lancer de nouveaux plans de stimulation économique (souvent sous d'autres appellations) alors même qu'il est devenu évident que les formidables efforts publics de ces derniers mois visant à relancer la croissance ne seront pas relayés par le secteur privé. En effet, le consommateur-tel-qu'on-le-connaît-depuis-plusieurs-décennies est bel et bien mort, sans espoir de ressusciter³. Et comme près de 30% de l'économie des pays occidentaux n'est plus aujourd'hui constituée que de « zombies économiques » - institutions financières, entreprises ou même états dont l'apparence de vie n'est due qu'aux flots de liquidités injectées quotidiennement par les banques centrales, l'inéluctabilité de l'« impossible reprise »⁴ est donc confirmée. Le chacun pour soi international et social (au sein de chaque pays) est ainsi programmé tout comme l'appauvrissement généralisé de l'ex-Occident, Etats-Unis au premier chef. C'est en fait à un sabordement de l'Occident qu'on assiste en direct, avec des dirigeants incapables de d'affronter la réalité du monde d'après la crise et qui s'obstinent à répéter les méthodes du monde d'hier dont, pourtant, tout le monde peut constater l'inefficacité.

Dans ce GEAB N°39, notre équipe a donc choisi de développer ses anticipations sur l'évolution générale de l'année 2010 qui sera caractérisée par ce choix des principaux Etats limité aux trois options brutales que sont l'inflation, la forte pression fiscale ou la cessation de paiement, et leurs vaines tentatives d'éviter ces choix douloureux.

L'une des causes de cette impasse des plans de relance étant la mort du consommateur-tel-qu'on-l'a connu depuis une trentaine d'années, nous analysons ce phénomène dans ce numéro du GEAB ainsi que ses conséquences pour les entreprises, le marketing et la publicité.

En matière géopolitique, nous développons également dans ce GEAB N°39 les anticipations de LEAP/E2020 concernant la Turquie à l'horizon 2015, tant vis-à-vis de l'OTAN que de l'UE.

Et bien entendu, nous présentons nos recommandations mensuelles ainsi que les résultats du dernier GlobalEuromètre.

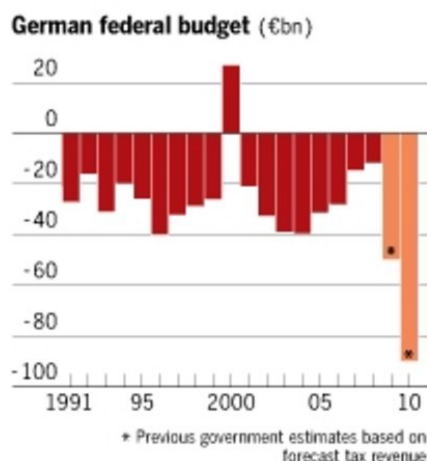
¹ Parmi les grands pays, seule l'Allemagne d'Angela Merkel peut encore le faire et va d'ailleurs le faire puisque la chancelière allemande a décidé de mettre en œuvre un nouveau plan de relance fondé sur ... des baisses d'impôts. On peut difficilement faire plus idéologique et déconnecté de la réalité de la crise que cela ! L'Allemagne doit donc s'attendre d'ici la fin 2010 à une forte dégradation de sa situation budgétaire et ... à de fortes hausses d'impôts pour tenter de pallier la débâcle fiscale. Pour notre équipe, l'aveuglement idéologique des dirigeants occidentaux en matière fiscale en cette fin 2009 n'a d'égal que celui des dirigeants communistes dans les premiers mois de 1989 : aucune compréhension du fait que les vieilles recettes ne fonctionnent plus. Tout comme le « bon sujet communiste » n'était plus disposé à obéir passivement, désormais le « bon consommateur occidental » n'est plus disposé à consommer activement. Mais, il est vrai que personne n'a jamais dit qu'Angela Merkel, Nicolas Sarkozy ou Barack Obama comprenaient quelque chose à l'économie.

² La Chine peut encore s'offrir un plan de stimulation économique mais le problème chinois, comme déjà analysé par LEAP/E2020, tient à la lenteur de l'émergence d'une demande interne suffisante pour pallier l'effondrement des exportations. Et, en l'occurrence, aucun stimulus ne peut « acheter » ce temps manquant, cette décennie nécessaire pour que les Chinois développent une forte demande interne. L'année 2010 va illustrer ce fait, une fois que l'écran de fumée généré par la hausse stimulée de la production se sera dissipé et que tout le monde constatera que cette production n'a pas été écoulee ... faute d'acheteurs.

³ Ce [vidéo-clip](#) illustre parfaitement et avec humour le changement radical du mode de consommation en train de prendre place aux Etats-Unis.

⁴ Voir GEAB N°37

Living beyond their means



Evolution du budget fédéral allemand (1991 – 2010) (les estimations pour 2009 et 2010 n'incluent pas les baisses d'impôts annoncées récemment par Angela Merkel) - *Source : Financial Times / Thomson Reuters, 02/11/2009*

Les recettes du monde d'hier sans effet sur la crise systémique globale

La possibilité pour les Etats d'échapper aux trois options brutales se résume donc à deux espoirs très simples : que la consommation reprenne ou que l'investissement privé redémarre. Sans l'une ou l'autre de ces dynamiques positives, les Etats n'auront en effet pas d'autre choix en 2010 que d'augmenter fortement les impôts pour faire face à leurs énormes déficits publics, de laisser l'inflation filer pour diminuer le poids de leur endettement ou bien encore de se déclarer en cessation de paiement. Certains d'entre eux, comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Argentine, la Lettonie, voire même l'Espagne, la Turquie, Dubaï ou le Japon, pourraient devoir assumer deux voire les trois options à la fois.

Or, sur le front de la consommation comme sur celui de l'investissement, les tendances sont très négatives. Le consommateur est affecté de tous côtés par des pressions durables à économiser, à rembourser ses dettes et, plus généralement, à refuser (volontairement ou non) le modèle de consommation occidental de ces trente dernières années⁵ qui a amené la croissance, notamment aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, à dépendre presque entièrement de lui⁶. Quant aux entreprises, leur manque de visibilité (pour être positif) ou leurs prévisions négatives provoquent une baisse de l'investissement que les restrictions de crédit organisées par les banques ne font qu'accentuer⁷. L'investissement public touche de son côté ses limites budgétaires puisque les plans de relance ne pourront pas être prolongés ou renouvelés de manière significative sauf à accroître encore plus les déficits publics et se condamner, d'ici la fin 2010, à devoir assumer simultanément deux des trois options brutales⁸. En effet, les Etats doivent faire face à des pressions croissantes (opinion publique, organes de contrôle, opérateurs privés)⁹ pour rééquilibrer leurs situations budgétaires qui sont au mieux inquiétantes et souvent dangereuses. Autant dire que les investissements publics pour 2010/2011 sont condamnés à se réduire comme une peau de chagrin.

⁵ Nous développons cette analyse dans un autre chapitre de ce GEAB N°39.

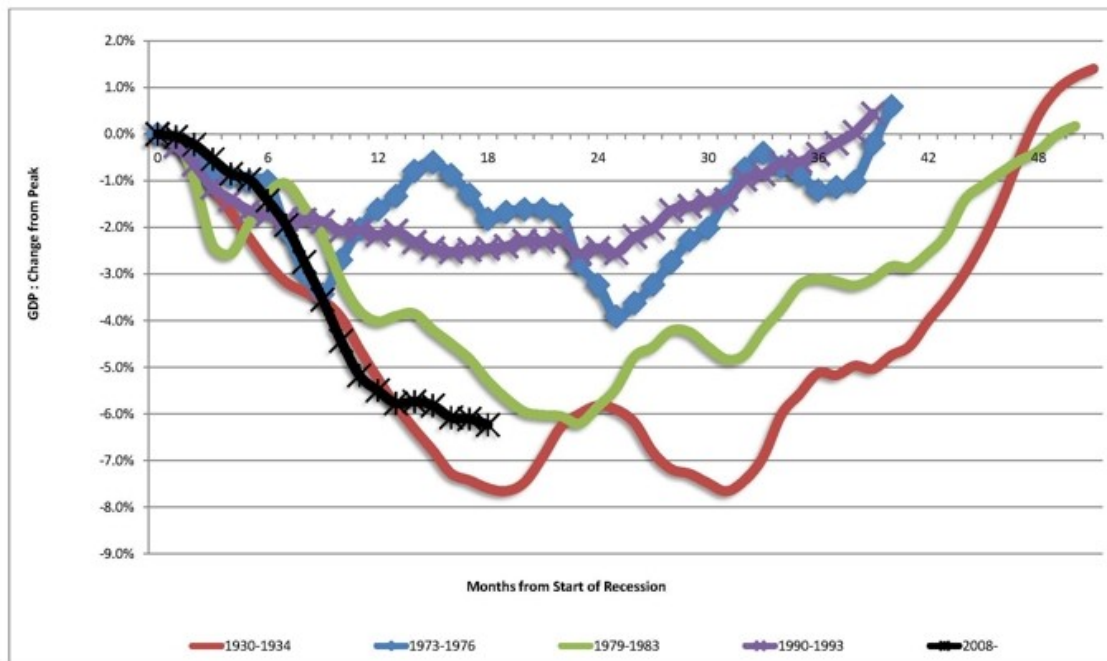
⁶ En 2008, la consommation des ménages représentait 70% du PNB américain et 64% au Royaume-Uni contre 56% en Allemagne et 36% en Chine.

⁷ Sources : [MarketWatch](#), 09/11/2009 ; [Irish Times](#), 27/10/2009

⁸ Selon LEAP/E2020, l'amère ironie de la situation est en effet que les Etats qui refusent, en cette fin 2009, d'envisager frontalement la perspective des trois options brutales, se donnant ainsi les moyens de naviguer au mieux entre les trois, se condamnent à devoir affronter simultanément deux des trois d'ici la fin 2010. C'est reculer pour moins bien sauter.

⁹ Ainsi, du fait de son impopularité, le « second stimulus US » (qui sera en fait le troisième si on se souvient du plan de réductions d'impôts de G. W. Bush en 2008) est en préparation sous une forme « indétectable ». Il s'agira d'un train de mesures disparates que l'administration Obama évitera de présenter dans un plan unique afin de cacher sa vraie nature. Dans la même catégorie, on trouve aussi le « grand emprunt » du gouvernement français que Nicolas Sarkozy essaye de faire passer pour un investissement de long terme mais que Bruxelles va probablement réintégrer dans la dette française comme un simple plan de stimulation économique de court terme. De politiques inefficaces assumées on passe ainsi à des politiques inefficaces cachées ... quelle grande victoire sur la crise ! Sources : [TheKatyCapsule](#), 22/10/2009

En ce qui concerne la demande extérieure, on assiste à une saturation complète : tout le monde veut désormais exporter afin de trouver le consommateur avide ou l'entreprise investisseuse chez le voisin, faute de les trouver chez soi. Le mythe dominant étant que l'Asie, et la Chine en particulier, va fournir ce « nouveau consommateur à l'occidentale ». Outre qu'il y aura beaucoup d'appelés et peu d'élus non chinois ou non asiatiques pour profiter du marché de la région, imaginer qu'il sera aussi avide que le consommateur occidental désormais moribond est faire peu de cas de la nature systémique de la crise actuelle. L'industrie du luxe et ses déboires actuels en Asie en fournissent pourtant une bonne illustration.



Evolution comparée du PNB britannique au cours des principales récessions depuis la crise des années 1930 (en mois depuis le début officiel de chaque récession) - Source – National Institute of Economic Review, 10/2009

Alors que reste-t-il ?

L' « économie-zombie » représente désormais une part considérable de l'économie mondiale

Des banques centrales qui continuent à approvisionner les marchés financiers en liquidités en espérant qu'à un moment donné, cet immense effort quantitatif provoquera un saut qualitatif vers l'économie réelle. Prétendant toujours que la crise ne reflète pas un problème d'insolvabilité généralisée des banques, des consommateurs, des organismes publics et de nombre d'entreprises, en particulier aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, ils attendent Godot en créant les conditions d'une forte inflation et d'un effondrement de leurs monnaies respectives et de leurs finances publiques.

Des Etats, assumant sans sourciller toutes les fautes des banques et suivant néanmoins encore et toujours les conseils des banquiers, qui se sont donc endettés d'abord au-delà du raisonnable, puis au-delà du supportable, et qui aujourd'hui s'appêtent à couper drastiquement les dépenses publiques¹⁰ tout en augmentant fortement les impôts, afin d'essayer d'éviter la banqueroute¹¹.

*Des « zombies économiques »*¹², privés ou publics, qui composent désormais une part considérable des économies occidentales et chinoises : Etats en cessation de paiement objective (comme le Royaume-Uni ou les Etats-Unis) mais que personne techniquement ne déclare comme tels, entreprises en faillite mais qui continuent à opérer comme si de rien n'était pour éviter un chômage encore plus massif¹³, banques insolubles¹⁴ pour lesquelles on modifie les règles comptables et qu'on fait grossir pour mieux cacher leurs actifs désormais sans valeurs, afin de repousser à plus tard leur inévitable implosion¹⁵.

Des marchés financiers qui nourrissent leur hausse des liquidités offertes gracieusement par les banques centrales¹⁶ soucieuses de redonner au consommateur/boursier le sentiment de richesse afin qu'il recommence à être lui-même et à consommer massivement alors que toutes les catégories d'actifs¹⁷, comme l'or par exemple, sont également en hausse (et souvent encore plus forte), signe d'une inflation déjà bien vigoureuse.

Des chômeurs qui s'accumulent par dizaines de millions dans et hors les statistiques officielles, garantie d'une année 2010 socialement brutale et commercialement placée sous le signe du protectionnisme pour la sauvegarde de l'emploi (via des barrières tarifaires, environnementales ou sanitaires, ou via de simples dévaluations compétitives), tandis que les gouvernements se demandent combien de temps ils vont pouvoir encore assumer le coût global de l'indemnisation de ce chômage massif, sans aucune reprise à l'horizon¹⁸.

¹⁰ L'OCDE est claire sur ce point : pour s'en sortir, les pays occidentaux vont devoir couper vigoureusement dans les dépenses d'éducation, de santé, de programmes sociaux, ... L'Irlande, modèle parmi les modèles de ces mêmes OCDE, UE ou FMI il y a encore à peine deux ans, s'appête à donner l'exemple : première dans la frénésie consummatrice ultra-libérale, première dans l'austérité ultra-libérale. Pas étonnant que des manifestations massives envahissent les rues des grandes villes du pays. Sources : [Financial Times](#), 22/09/2009 ; [RTE News](#), 06/11/2009

¹¹ Sources : [EUObserver](#), 10/11/2009

¹² Il est intéressant de lire la définition très détaillée de l' « économie zombie » proposée par [PA Consulting Group](#) le 10/11/2009.

¹³ Il faut en effet se promener aujourd'hui dans les rues des grandes villes nord-américaines ou européennes pour constater que nombre d'enseignes continuent à briller pour attirer l'acheteur, mais qu'en fait elles ne sont que les apparences trompeuses d'entreprises en faillite maintenues artificiellement en vie à coup d'argent public ou de restructurations à l'avenir incertain, comme CIT, GM, Chrysler, Saab, Opel, Karstad, Quelle, Iberia, Alitalia, ... En apparence, cela bouge comme si tout était normal mais, en fait de santé économique, c'est une maladie qui frappe de plus en plus profondément tout le tissu des entreprises, peuplé de vraies zombies. En Chine, les zombies sont les usines qui tournent sans clients grâce aux subventions de l'Etat. Tous ces « morts-vivants économiques » représentent le passage progressif dans l'économie réelle des 20.000 à 30.000 milliards USD d'actifs-fantômes analysés dans les GEAB précédents.

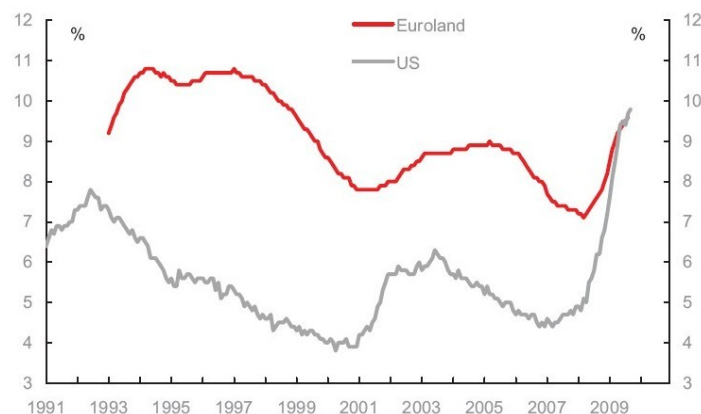
¹⁴ Source : [Bloomberg](#), 02/11/2009

¹⁵ Le terme de « zombie bank » a même désormais sa définition dans [Wikipédia](#).

¹⁶ Source : [Financial Times](#), 22/10/2009

¹⁷ Sauf l'immobilier.

¹⁸ A près de 324.000 USD par emploi créé (selon les chiffres de la Maison Blanche), on peut se demander en effet combien de temps ce type de politiques inefficaces peut être poursuivi. Source : [Global Economic Trend Analysis](#), 31/10/2009



Evolution du taux de chômage dans l'Euroland et aux USA (1991 – 2009) - Sources : Eurostat, Bureau of Labour statistics, Morgan Stanley

LEAP/E2020 avait écrit en Février et Mars 2009 que sans une refonte complète du système monétaire international avant l'été 2009, le monde s'orienterait inéluctablement vers cette situation de dislocation géopolitique globale, sorte de « très grande dépression » à l'échelle planétaire, centrée sur l'effondrement du pilier américain du monde d'hier. Nous y sommes¹⁹. Derrière les chiffres qui, même trafiqués²⁰, ne parviennent plus à cacher la détérioration de la situation économique et sociale mondiale, et la continuation de la descente aux enfers de l'économie et de la société américaine, c'est cette réalité qui se profile clairement maintenant et qui deviendra une évidence pour tous d'ici le début du second trimestre 2010. Dans ce GEAB N°39, notre équipe essaie, comme chaque mois, d'anticiper ces principales évolutions afin que chacun, personnellement ou dans ses fonctions, puisse au mieux se préparer au contexte très difficile de l'année 2010 : l'année où les recettes du monde d'hier montrèrent définitivement leur inefficacité pour enrayer la crise systémique globale.

¹⁹ Pour ceux qui doutent encore de la formidable accélération de l'Histoire que génère la crise actuelle, il est utile de lire l'article de Michael Klare paru dans [TomDispatch](#) le 26/09/2009 qui montre comment les pronostics de déclin des Etats-Unis prévus pour 2025 dans les prospectives de la CIA parues il y a un an sont pour l'essentiel déjà en train de se concrétiser sous nos yeux.

²⁰ Même CNBC est désormais obligé de mentionner ce fait, largement analysé dans des GEAB précédents. Source : [CNBC](#), 09/11/2009

2- Telescope

La fin du consommateur occidental tel qu'on le connaît depuis plus de 30 ans

Si le consommateur américain, incarnation de l'American Dream depuis Henry Ford, est bel et bien mort, le consommateur occidental (hors USA) tel qu'on le connaît depuis une trentaine d'années est arrivé de son côté en bout de course. Et, selon LEAP/E2020, il serait erroné de penser que les Asiatiques ou les Latino-Américains vont se substituer à ces deux « bêtes à consommer » pour permettre à la « planète-profit » de continuer à tourner sereinement. C'est d'ailleurs un défi central pour les entreprises, les publicitaires, comme pour les spécialistes du marketing. Une époque se termine et le référentiel de la suivante est sans équivalent moderne.

Plusieurs facteurs sont entrés en jeu pour donner à la crise actuelle son caractère systémique et l'un d'entre eux est l'arrivée en phase terminale de la génération du « baby-boom » qui marque la fin d'une période de sur-consommation dont cette génération a été l'emblème : insouciant donc peu économe, inconscient donc gaspilleuse, narcissique donc égoïste. Elle a mené la danse en Occident depuis les années 1970 et, aujourd'hui, elle s'apprête à céder la place à d'autres générations, aux caractéristiques très différentes, tout en étant inquiète pour sa fin de vie, se projetant donc elle-même dans des logiques inverses à celles de ses dernières décennies. Cette crise systémique, c'est aussi d'une certaine manière la crise de fin de vie des baby-boomers occidentaux, émulation du modèle américain des années 1960/70, et, avec leur départ à la retraite, c'est tout un modèle de consommation qui s'effondre²¹.

La nouvelle pauvreté du consommateur US

Pour ce qui est des Etats-Unis, notre équipe a, depuis plus de deux ans, anticipé l'évolution actuelle²² en la décrivant précisément comme une insolvabilité généralisée du consommateur US. Dès la fin 2006, nous disions que le pouvoir d'achat des ménages américains allait être en moyenne divisé par deux du fait de la crise systémique globale. Au vu des tendances économiques américaines et des tentatives désespérées et infructueuses des autorités US pour relancer la consommation des ménages²³, c'est exactement ce qui est train de se passer outre-atlantique : le consommateur américain est mort parce qu'il n'a plus d'argent et qu'il n'en aura plus comme il en a eu ces dernières décennies. Full point, point final. Il se débat avec une montagne de dettes qu'il essaye désormais de réduire alors que depuis des décennies il ne pense qu'à l'augmenter sans cesse, alimentant ainsi une consommation phénoménale.

Ce faisant, il prend progressivement conscience²⁴ du danger individuel mortel que représente l'hyper-consommation de ces dernières décennies. Parallèlement, la montée inéluctable du chômage, qui s'approche des 20% de la population active²⁵ et qui n'a aucune chance de baisser de manière significative dans les dix années à venir, crée les conditions d'un appauvrissement généralisé et durable de la majorité des ménages américains²⁶. Autant dire que les conditions de vente et de marketing des produits et

²¹ Comme indiqué précédemment dans ce GEAB N°39, si les niveaux de consommation des ménages dans la production annuelle de richesse varient du simple au double entre la Chine et les Etats-Unis, il n'y a qu'un écart de 50% entre la Chine et l'Allemagne. Dans les pays occidentaux, la crise va ainsi probablement ramener la consommation à des niveaux plus proches de 50% du PNB que de 70% comme hier aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni. Le consommateur va laisser à nouveau la place à l'utilisateur dans nombre de domaines.

²² A un moment où l'idée même d'une grave crise paraissait farfelue à la majorité des experts.

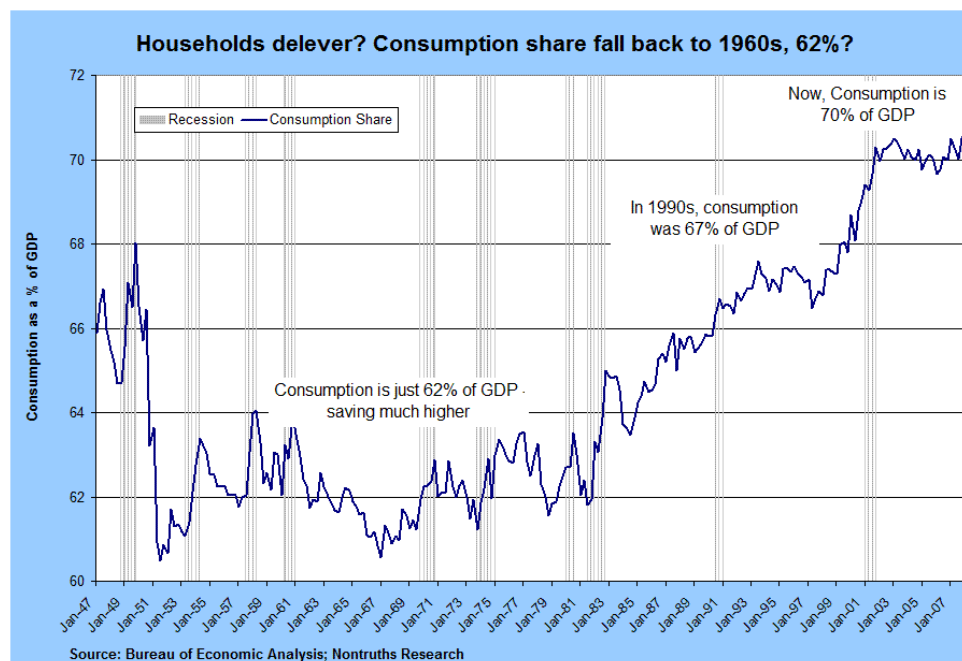
²³ Aujourd'hui, l'état fédéral (directement ou via la Fed) intervient dans quasiment toutes les activités économiques pour tenter de soutenir le consommateur US : primes à l'achat de voiture, primes à l'achat de maison, soutien public à plus de 85% des prêts immobiliers, soutien aux banques pour essayer de maintenir le flux de crédit à la consommation, soutien direct à l'emploi via le plan de stimulation économique, extension de la durée des indemnités de chômage, ... Et pourtant le consommateur américain continue à faire la grève de la consommation qui reste anémique.

²⁴ En particulier les plus jeunes qui voient leurs familles se débattre dans des difficultés majeures ou qui, eux-mêmes, entrent dans la vie active écrasés par des dettes qu'ils ne savent pas comment rembourser faute d'emploi. La fuite hors des Etats-Unis des étudiants sur-endettés a, depuis plus d'une année, pris une ampleur suffisante pour dépasser le cadre d'une simple anecdote.

²⁵ On en est désormais officiellement à 17,8% (chiffre le plus représentatif de la réalité du chômage US) et on devrait donc atteindre les 20% d'ici Mars 2010 comme anticipé par LEAP/E2020 dans le GEAB N°33 de Mars 2009.

²⁶ La publicité pourra appeler cela la « nouvelle frugalité » mais c'est bel et bien de la pauvreté, qui n'a de neuf que sa (re)découverte par des dizaines de millions d'Américains.

services à destination du consommateur US vont changer radicalement et constituer un défi majeur pour tous ceux qui s'étaient habitués à le voir acheter à crédit à peu près tout et n'importe quoi.



Etats-Unis - Evolution de la part de la consommation des ménages dans le PNB (1947 - 2007) - Sources : BEA / Nontruths Research, 2009

La nouvelle multipolarité de la consommation occidentale

Cet appauvrissement très important n'est cependant pas la caractéristique dominante pour le consommateur occidental hormis au Royaume-Uni, en Irlande, dans les pays baltes, ...²⁷. En effet, pour les autres Etats, du Japon à la majorité de la zone Euro ou au Canada, si la prochaine décennie va indiscutablement être marquée par un appauvrissement relatif par rapport à l'Asie en particulier, mais aussi à l'Amérique latine, on n'assistera pas à un effondrement similaire du pouvoir d'achat moyen des ménages. Dans ces pays, deux phénomènes alternatifs vont jouer à plein : le remplacement de la génération du baby-boom par celles qui la suivent, et l'influence déterminante de générations non-occidentales dans les processus de consommation et d'interactions économiques :

. ce sont les générations européennes, japonaises, canadiennes... nées après 1960/70 qui désormais vont donner la tendance, or elles sont plus hétérogènes que la relativement monolithique génération baby-boomeuse. Elles s'incarneront donc dans **des** consommateurs, et non pas dans **le** consommateur. Ces tendances sont bien entendu déjà à l'œuvre mais la crise joue un rôle de catalyseur, d'accélérateur de cette évolution.

. ce sont également des générations non-occidentales, notamment asiatiques et latino-américaines, qui vont désormais également créer des tendances de consommation et influencer sur les relations entre consommation, épargne, investissement, suivant des logiques différentes de celles d'un monde où essentiellement un seul comportement-type, celui issu des Etats-Unis, déterminait les autres. Souvenons-nous de la vieille rengaine du marketing ou de la publicité, valide pour l'essentiel des années 1960 jusqu'au début des années 2000, qui affirmait que les tendances de consommation, européenne par exemple, suivaient celle des Etats-Unis avec une décennie de retard. On est dorénavant sorti définitivement de ce schéma. De la santé à l'automobile, c'est plutôt le consommateur américain qui va s'inspirer des tendances européennes tandis que l'Européen, le Japonais ou le Canadien va être de plus en plus influencé par le Chinois ou le Brésilien. Dans la consommation aussi, le monde d'après la crise va devenir multipolaire.

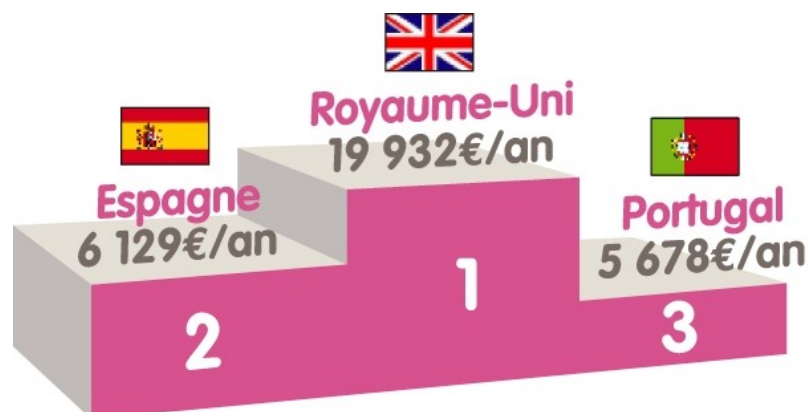
²⁷ Voir les pays du groupe 1 dans les anticipations du risque-pays du GEAB N°38.

Le consommateur va (re)devenir avant tout un contribuable

La crise va également avoir un autre impact particulièrement déstabilisant sur le consommateur occidental. Outre son appauvrissement réel, plus ou moins fort selon le pays concerné, il va également (re)devenir un contribuable très sollicité, diminuant d'autant sa nature spécifique de « consommateur ». En effet, selon notre équipe, comme nous l'anticipons dans ce GEAB N°39, d'ici la fin 2010, la plupart des Etats occidentaux vont devoir accroître très fortement la pression fiscale pour éviter la banqueroute des finances publiques. Les discours et projets actuels de maintien ou de baisse des impôts dureront ce que durent les promesses intenables, inspirées par le manque de courage politique et/ou l'idéologie aveugle : bien peu de temps. On va donc constater partout le grand retour de l'Etat dans la poche des gens.

Dans un contexte de récession ou de stagnation économique²⁸, cela aura une conséquence immédiate et brutale : la consommation des ménages sera réduite d'autant. La crise va en effet ainsi marquer une autre rupture avec une tendance dominante de ces trente dernières années : le rééquilibrage de la répartition de la richesse des ménages en faveur de l'Etat et au détriment des entreprises²⁹. Car les Etats ne pourront pas attendre au-delà de la mi-2010 que la croissance, censée résulter des baisses d'impôts et du grand retour du consommateur, vienne accroître leurs recettes fiscales. Si le passage par les entreprises ne fait pas rentrer l'argent dans les caisses de l'Etat, l'Etat ira le prendre directement dans la poche du consommateur³⁰. Et là, il ne s'agira plus d'idéologie mais du réflexe de survie des « monstres froids »³¹.

A ces politiques fiscales étatiques, il faut ajouter le réflexe de protection sociale (santé et vieillesse) qui va accroître les tendances à économiser des ménages occidentaux face à une réduction lente mais réelle du filet de protection sociale au cours de la dernière décennie. Les générations des moins de quarante ans, en Europe, ont peu confiance dans les promesses de leurs systèmes de retraite. Et s'ils n'ont aucune confiance dans les systèmes par capitalisation dont ils constatent la déconfiture aux Etats-Unis, au Royaume Uni ou aux Pays-Bas par exemple, ils se tourneront vers des investissements de type « bas de laine » : or, devises fortes, logement, ...³²



Source : Observatoire Cetelem 2009

Podium européen de l'endettement à la consommation en 2008 – Source : Cetelem 2009

²⁸ Pour LEAP/E2020, il est illusoire d'imaginer la moindre reprise significative tant que le cœur des problèmes du système monétaire mondial n'est pas traité.

²⁹ Il est assez ironique de voir actuellement des dirigeants élus pour mettre en place la politique exactement inverse, se livrer à des contorsions politiques invraisemblables pour réconcilier leur mandat idéologique et les contraintes de la réalité. Cette dernière est bien entendu assurée de gagner. C'est peut-être ce sentiment qui conduit Angela Merkel à reconnaître déjà que son programme de baisse d'impôts peut échouer alors qu'il n'est même pas encore formellement adopté. Source : [The Local](#), 26/10/2009

³⁰ Cela offre ainsi des perspectives assez sombres pour les entreprises liées à la grande consommation et qui se sont habituées à l'environnement très favorable au consommateur de ces dernières décennies. Leurs profits risquent de subir de violents contrecoups.

³¹ Comme Nietzsche dénomme les Etats dans Ainsi Parlaît Zarathoustra. Source : [WebPhilo](#).

³² Au Japon, les jeunes générations ont une méfiance identique vis-à-vis des promesses publiques et privées de financement de leur retraite.

Confiance et collectif : deux valeurs-clés pour le consommateur occidental post-crise

Au-delà de ces évolutions, la crise accélère ou met en place d'autres changements comportementaux durables du consommateur occidental. LEAP/E2020 souhaite s'attarder sur deux d'entre eux qui lui paraissent particulièrement significatifs :

- . la recherche de confiance
- . l'accomplissement dans le collectif.

Ces deux tendances sont bien entendu liées. Rechercher la confiance, c'est nécessairement se positionner par rapport à d'autres (à qui on fait confiance, qui nous font confiance). Et le collectif dans lequel (ou par lequel) on veut s'accomplir est probablement un groupe auquel on accorde sa confiance (dans ses valeurs, son comportement, son rôle, ...). Mais elles expriment deux orientations bien distinctes.

S'il y a recherche de confiance de la part du nouveau consommateur occidental, c'est qu'il a perdu toute confiance dans les acteurs qui l'incarnaient au cours des précédentes décennies. La crise systémique actuelle a formidablement accéléré ce processus en gestation depuis de nombreuses années. En effet, l'évidente incapacité des Etats, des gouvernements, des banques, des organismes de contrôles, des médias et des experts à anticiper cette crise, puis à reconnaître son ampleur et enfin à en tirer maintenant les conséquences pour corriger les graves dysfonctionnements qu'elle a révélés a fait basculer durablement les gens (sous leurs formes de citoyens, de consommateurs, d'utilisateurs, d'usagers, de clients,...) dans une ère de méfiance généralisée vis-à-vis des autorités en place et de l'ensemble des relais qui leur paraissent liés à ces autorités. Ils ne croient pas les communiqués des politiques sur la fin de la crise ; ils ne croient pas aux déclarations des banquiers sur la santé de leurs établissements ; ils ne croient pas aux statistiques publiées par les institutions publiques ; ils ne croient pas aux reprises par les médias de ces mêmes informations ; et enfin ils ne croient plus aux paroles des experts. Au-delà de la crise économique ou du refus des épargnants de revenir vers les marchés financiers, on peut le constater par exemple dans l'échec de la communication autour du risque épidémique de la grippe H1N1 et de la vaccination prévue.

Cette méfiance généralisée touche bien entendu la publicité et le marketing. Si le médium est le message comme l'a dit [McLuhan](#), alors ce sont tous les médias suspectés d'être utilisés par les autorités en place (quel que soit le domaine) qui sont désormais victimes de la méfiance du consommateur occidental. C'est d'ailleurs probablement l'une des raisons du succès de l'Internet, des réseaux sociaux et de toute la communication transversale. Le consommateur, comme le citoyen, y retrouve un processus déconnecté de ces autorités, et donc plus susceptible de générer leur confiance alors que la communication « top-down » ne génère plus que de la méfiance. Comment faire consommer un consommateur qui se méfie de celui qui lui parle est un défi passionnant pour le marketing et la publicité. En tout cas, c'est le défi que pose désormais le consommateur occidental.

Comme on vient de le mentionner, cette méfiance vis-à-vis de toute la super-structure sociale (des « élites », pour parler de manière générale) est compensée par l'identification à des groupes au sein desquels la confiance et le sens de l'acte individuel peuvent être définis et reconnus : comportements écologiquement ou socialement responsables, attitudes solidaires ou préservatrices, gratuité partagée, ... De l' « Open Source » à l'éco-responsabilité en passant par la traçabilité sociale ou environnementale, ... la liste est longue de comportements autrefois marginaux qui deviennent centraux. Là encore, la crise joue le rôle d'un formidable accélérateur. Elle a notamment fait éclater le mythe d'une consommation individuelle porteuse de bonheur. De la même manière que, pendant des décennies, le « mythe américain » a servi de vecteur pour convaincre le consommateur occidental, la crise, en exposant la chute et la déréliction du consommateur US, a provoqué un formidable effet de rejet du modèle en question. Le paradoxe auquel vont se heurter tous ceux qui vont devoir cibler le consommateur occidental des prochaines années, c'est qu'il va falloir le convaincre qu'en fait on ne veut pas vraiment lui vendre quoi que ce soit ... sinon il n'achètera pas. C'est bien entendu une analyse poussée à l'extrême des tendances en cours. Mais, comme en sciences dures, l'analyse des extrêmes permet d'en apprendre beaucoup sur la vraie nature d'un phénomène.

Les images de la pub d'avant la crise sont les clichés ringards d'après la crise

Enfin, LEAP/E2020 souhaite souligner qu'une crise historique comme celle que nous vivons transforme en un clin d'œil des icônes de communication en clichés ringards. Encore faut-il s'en apercevoir à temps quand on utilise ces outils.

C'est bien in fine l'image de la modernité utilisée par la publicité et le marketing de ces dernières décennies que la crise oblige à revoir fondamentalement : finies les images de l'Amérique faisant vendre, finie l'image du cadre supérieur dynamique sautant de Dubaï à Hong-Kong sur fond de globalisation triomphante, finie l'image du luxe associé à un environnement de professionnels de la finance, finie l'image du consommateur heureux d'avoir consommé comme une « bête », ... Au cours des années à venir, ce type d'images va de plus en plus faire sourire, comme se sont mises à faire sourire, en Europe de l'Est, après 1989, la communication du socialisme vainqueur et toute son imagerie du héros de l'URSS et du travailleur stakhanoviste.

Le consommateur occidental du monde d'après la crise cherchera la modernité du côté de la Chine, de l'Asie ou de l'Amérique latine, ou des Européens³³. La diversité réelle, la différence et la recherche d'alternatives constituent également des valeurs porteuses pour ce nouveau consommateur. Et le refus d'être seul face au produit, l'intégration de relais, de partenaires dans le processus d'achat sauront aussi s'identifier à la modernité.

En conclusion, pour le consommateur occidental d'après la crise, la modernité va d'abord s'identifier à un refus du statut de consommateur traditionnel en faveur d'une exigence d'être reconnu en qualité de personne : adieu donc les consommateurs monodimensionnels et bienvenue aux personnes multidimensionnelles !

³³ Nous disons bien des Européens, et non pas de l'Europe, de ses institutions ou de ses symboles. En revanche, les Européens comme exemple de diversité intégrée, d'équipes alliant diverses langues et cultures, de confiance partagée entre peuples différents, ... véhiculent bien ces valeurs modernes.

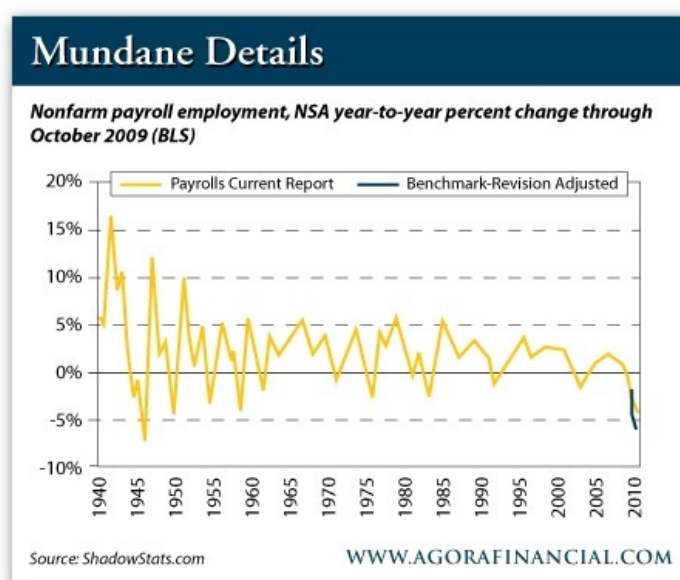
Sortie de crise : La collision avec la réalité - Réel état des lieux fin 2009 : USA, Euroland, Chine

Que les Etats-Unis, le Royaume-Uni³⁴, et même le Japon, s'acharnent désespérément pour éviter la cessation de paiement³⁵ ou que la France et l'Allemagne n'aient d'autres choix réels d'ici la fin 2010 que d'augmenter leurs impôts³⁶, dans tous les cas de figure, sur fond d'inflation des biens de nécessité et des actifs spéculatifs, l'année 2010 va marquer la dure collision des politiques anti-crise avec la réalité de la crise systémique globale³⁷.

Aux Etats-Unis la situation économique et sociale ne cesse de se dégrader

Le chômage a dépassé les 10% selon le Ministère du Travail et se situe en fait à plus de 17% quand on intègre les chiffres officiels comptabilisant toutes les personnes qui ne parviennent pas à trouver un travail à temps plein³⁸. Et les salaires connaissent leur plus forte baisse depuis 18 ans³⁹.

L'immobilier reste sinistré et ne survit que grâce à un soutien public gigantesque (85% des nouveaux prêts sont soutenus par l'Etat, le gouvernement fédéral offre 8.000 USD à tout nouvel acheteur, la Fed aide tous azimuts y compris par ses taux nuls,...). Malgré tout, les saisies immobilières continuent au rythme de plus de 300.000 par mois depuis plus de huit mois consécutifs⁴⁰, tandis que les banques accumulent une énorme quantité de logements qu'elles n'osent pas mettre en vente de peur de provoquer une nouvelle chute brutale du marché. Et dans le domaine de l'immobilier commercial, la crise bat son plein, ajoutant un nouveau front à la déconfiture de l'immobilier US.



Variation annuelle en pourcentage des salaires des emplois non agricoles aux États-Unis 1940-Octobre 2009 avec en noir la courbe corrigée des « corrections officielles » - Sources : Shadow Statistics / Agora Financial, 11/2009

³⁴ Source : [Telegraph](#), 08/11/2009

³⁵ C'est même désormais un sujet discuté dans le [Newsweek](#) du 06/11/2009, signe que le thème n'est plus tabou.

³⁶ Le FMI, dans son dernier rapport sur l'état des finances publiques des pays membres, est d'ailleurs très clair à ce sujet. Source : [FMI](#), 03/11/2009

³⁷ La question est même devenue : « Qui sera le premier grand pays à entrer en cessation de paiement ? » selon l'[Asia Times](#) du 11/11/2009.

³⁸ Source : [New York Times](#), 07/11/2009

³⁹ Source : [USAToday](#), 16/10/2009

⁴⁰ Source : [Bloomberg](#), 12/11/2009

Les cessations de paiement d'entreprise se multiplient avec les PME en première ligne, tandis que chaque semaine, ce sont désormais plusieurs banques régionales qui font faillite⁴¹. Les ménages n'échappent pas à cette tendance⁴².

Les services publics se réduisent comme une peau de chagrin avec des états et des collectivités locales obligés de licencier, de mettre en congé sans soldes ou de fermer purement et simplement les administrations et les services sociaux⁴³.

Le déficit commercial s'est remis à gonfler : en Octobre 2009, il a connu sa plus forte hausse depuis 1999⁴⁴ ! Et son évolution illustre un phénomène anticipé dès la fin 2008 par LEAP/E2020 : le plan de stimulation économique profite d'abord aux principaux pays exportateurs qui alimentent la consommation US. Les voitures et pièces détachées automobiles asiatiques semblent ainsi avoir été les grandes bénéficiaires du plan Obama de soutien à l'automobile.

Le PNB US continue à se dégonfler malgré les chiffres largement claironnés de hausse de 3,5% au 3^e trimestre⁴⁵. D'une part, ces chiffres vont être significativement réduits à la lecture de ceux du commerce extérieur : ce n'est pas la production américaine qui a alimenté la consommation (70% du PNB US), mais la production importée ; et, d'autre part, ces chiffres résultent d'une manipulation croissante des statistiques (minoration du chômage, minoration de la hausse des prix, sous-évaluation de l'effet des importations et de l'évolution des stocks, ...⁴⁶). Ainsi, selon LEAP/E2020, le stimulus gouvernemental a, au mieux, permis d'obtenir une croissance nulle au 3^e trimestre 2009⁴⁷.

La baisse continue du Dollar US, qui, selon notre équipe, n'a aucune raison de devoir s'arrêter à court ou moyen terme, non seulement n'a pas permis de maintenir un rythme similaire de réduction du déficit commercial, mais en plus va désormais contribuer à accroître les pressions inflationnistes (énergie en particulier). La réévaluation du Yuan, qui ne pourra pas se faire au rythme lent prévu par Pékin mais va devoir être effectuée dès 2010/2011, accentuera encore ces pressions inflationnistes aux Etats-Unis. Par ailleurs, l'effet conjugué de la baisse de la devise américaine et de la contraction de l'économie US en 2009 entraîne mécaniquement une forte diminution du poids économique des Etats-Unis dans le monde. Calculé en Euros ou en Yens, le PNB US 2009 aura en fait baissé de 15% à 20% par rapport à 2008. Et dans un monde où la suprématie du Dollar US comme devise de référence est dorénavant publiquement remise en cause, ce type de calcul devient très pertinent⁴⁸.

En conclusion, au moment où, selon les experts, le plein de stimulation économique devrait montrer son impact maximal, notre équipe constate qu'il n'a en fait que très marginalement enrayer l'effondrement de l'économie US. L'année 2010 aux Etats-Unis va donc être placée sous le signe d'une inflation forte dans les biens de nécessité (alimentation, énergie notamment), et sous le dilemme croissant d'une hausse forte des impôts ou bien d'une cessation de paiement avérée⁴⁹. Avec à nouveau environ 1.500 milliards USD d'emprunts prévus pour 2010⁵⁰, le gouvernement fédéral continue à creuser un déficit sans fond. Le Dollar et les Bons du Trésor US vont devoir jouer la variable d'adaptation en l'absence de fortes hausses d'impôts. Comme ces dernières sont très improbables en année électorale (renouvellement d'une partie du congrès notamment) et que les classes moyennes sont proches de l'insolvabilité, la chute du Dollar a donc de beaux jours devant elle ainsi que la cessation de paiement du gouvernement fédéral⁵¹ :

⁴¹ Quelques sites pour suivre les faillites bancaires aux Etats-Unis : en Anglais, [BankImplode](#) ; en Français, [FaillitesBancaires US A](#). Et un article intéressant sur la manière dont les banques valorisent les dépréciations de dettes. Source : [Lupus1](#), 28/10/2009

⁴² Sources : [CNNMoney](#), 04/11/2009 ; [YahooNews / Reuters](#), 04/11/2009

⁴³ Source : [Bloomberg](#), 12/11/2009

⁴⁴ Source : [Bloomberg](#), 13/11/2009

⁴⁵ Source : [Daily Reckoning](#), 02/11/2009

⁴⁶ Pour ce qui est des gains de productivité, ils ne font que traduire les licenciements massifs. Source : [Le Monde](#), 09/11/2009

⁴⁷ D'ailleurs les PME US ne croient pas à la « reprise » annoncée. Source : [MarketWatch](#), 10/11/2009

⁴⁸ Nous rappelons que LEAP/2020 avait réalisé, dès le Printemps 2007 dans le GEAB N°15, des calculs très précis de ce type.

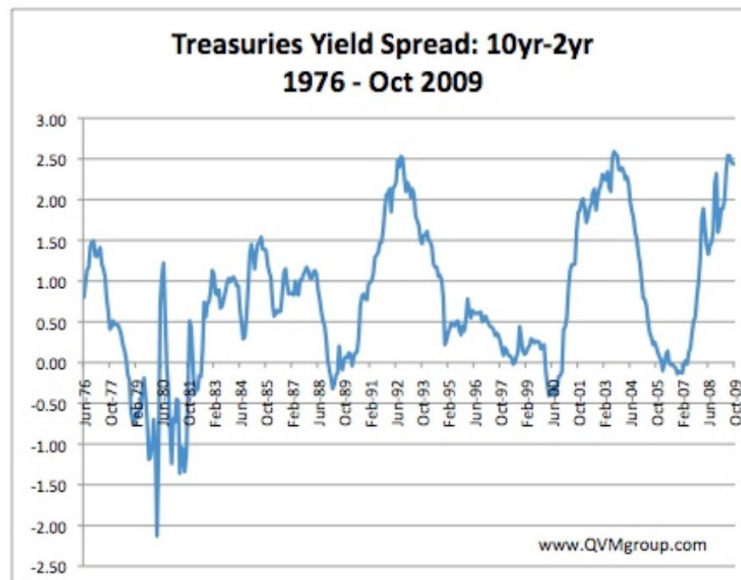
⁴⁹ Et non pas seulement objective comme actuellement, puisque les Etats-Unis ne font désormais plus qu'emprunter pour « tenir » jusqu'au prochain emprunt.

⁵⁰ Et selon LEAP/E2020 ce chiffre sera largement dépassé car le budget sous-estime fortement la baisse des recettes fiscales en 2010.

⁵¹ Si l'investissement massif récent de Warren Buffet dans le rail américain a été présenté comme un pari sur l'avenir de l'économie américaine, on peut aussi l'interpréter comme une fuite du « sage d'Omaha » hors du Dollar et des actifs financiers. Il transforme ses Dollars et autres actifs financiers US en valeurs physiques bien concrètes. Source : [WSJ Blogs](#), 03/11/2009

l'administration Obama demande actuellement au Congrès d'accroître de plus de 1.000 Milliards USD l'autorisation de plafond d'endettement du gouvernement fédéral (pour dépasser les 13.000 Milliards USD)⁵².

En attendant, la Fed peut donc « jouer » à faire croire qu'elle maîtrise encore l'évolution de ses taux d'intérêt ; en réalité, comme anticipé par LEAP/E2020 en Juin 2008, elle ne contrôle plus rien en la matière⁵³. Elle est condamnée à garder un taux nul ... jusqu'à ce que les opérateurs étrangers, refusant Dollars et Bons du Trésor⁵⁴, l'obligent à remonter brutalement ses taux. Nous reviendrons sur ce sujet dans le prochain GEAB.



Evolution du ratio entre bonds du Trésor US à 10 ans et à 2 ans (1976 – 10/2009) - Sources : QVM Group, SafeHaven, 11/2009

Dans l'Euroland, les hausses d'impôts sont au rendez-vous de 2010

En Europe, concentrons-nous sur l'Euroland. En effet, nous avons déjà largement développé la situation britannique dans de précédents GEAB et il suffit aujourd'hui de la résumer en disant qu'elle est encore pire que celle des Etats-Unis⁵⁵ et que Londres va être une destination idéale de shopping de Noël du fait de la baisse de Livre sterling et des rabais à prévoir face à des consommateurs britanniques exsangues. En zone Euro donc, la situation est bien entendu toujours très disparate entre l'Irlande ou l'Espagne, d'un côté, et l'Allemagne ou la France, de l'autre. Cependant, selon LEAP/E2020, l'Eurozone va connaître une « forte poussée de fièvre fiscale » dans la seconde moitié de 2010. L'Espagne et l'Irlande s'y sont déjà mises. La France et l'Allemagne tentent de retarder le moment mais la dégradation rapide de leurs situations budgétaires ne leur laissera pas le choix. Comme l'inflation fera un retour modeste et que ces pays ne font pas face au risque de cessation de paiement, le réflexe de survie jouera nécessairement en direction de la hausse d'impôts, d'autant plus que leurs classes moyennes sont toujours solvables.

En revanche, le chômage va continuer à monter et il faut s'attendre selon notre équipe à un taux semblable à celui des Etats-Unis, autour de 20% de personnes ne trouvant pas d'emploi à temps plein en 2010. Du fait de l'existence d'un important filet social en zone Euro, cela contribuera à accroître fortement les déficits publics.

En cette fin 2009, la croissance est en fait nulle dans la zone Euro⁵⁶. Comme l'indiquent très clairement les sondés du GlobalEuromètre, personne en Europe ne voit le moindre signe d'amélioration économique

⁵² Source : [Politico](#), 22/10/2009

⁵³ Sources : [MarketWatch](#), 13/11/2009 ; [ZeroHedge](#), 25/10/2009

⁵⁴ Source : [GeorgeWashington2 BlogSpot](#), 14/09/2009 ; [Bloomberg](#), 02/11/2009 ; [Le Figaro](#), 22/10/2009

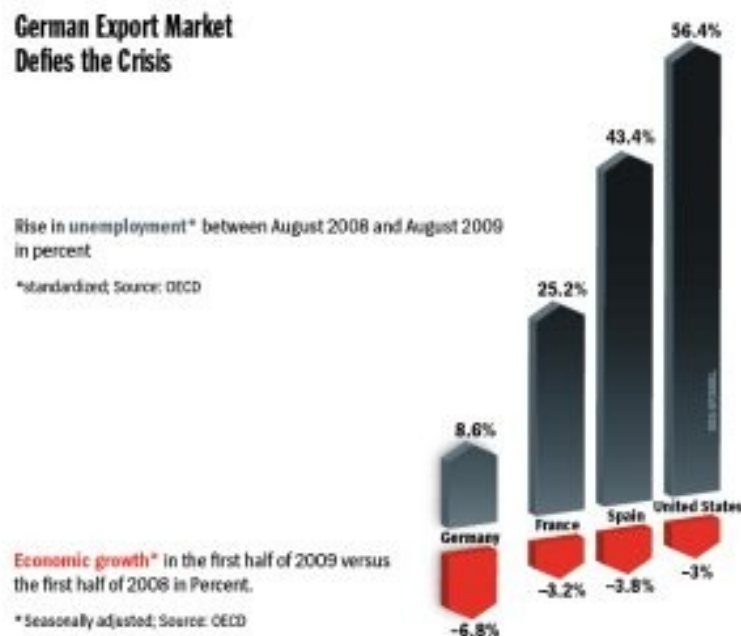
⁵⁵ Même la presse britannique ne se fait plus vraiment d'illusion. Source : [Telegraph](#), 10/11/2009

⁵⁶ Et le baromètre du voyage d'affaires ou du tourisme est reparti à la baisse. Source : [Le Point](#), 12/11/2009

dans son pays. Les 0,4% de hausse du PNB annoncés pour la zone Euro sont une pure mystification car ils sont largement sous la marge d'erreur du calcul du PNB de la zone⁵⁷.

L'immobilier n'a donc aucune chance de reprise à court terme dans un tel contexte économique dégradé⁵⁸.

La BCE n'a donc pas grand choix en matière de taux d'intérêt⁵⁹. C'est un sujet qui sera abordé plus en détail dans le GEAB N°40.



Evolutions du chômage (en noir) et du PNB (en rouge) entre 08/2008 et 08/2009 - Allemagne, France, Espagne et Etats-Unis - Source : Spiegel, 11/2009

⁵⁷ A propos du manque de fiabilité des statistiques, notre équipe souhaite fournir à nouveau une illustration édifiante. Ainsi le [Financial Times](#) du 13/11/2009 explique-t-il que, au Royaume-Uni, le Ministère des transports vient de s'apercevoir que les accidents de la route seraient quatre fois plus nombreux que ce que les statistiques comptabilisaient jusque là. Si le gouvernement britannique peut « rater » les trois quarts des accidents de la route, on imagine aisément ce qu'il en est pour des variations infiniment plus faibles de valeurs beaucoup plus complexes à mesurer...

⁵⁸ A ce sujet, un récent incident survenu dans une banque française spécialisée dans l'immobilier, le Crédit foncier, illustre d'une part la réalité de l'évolution du marché de l'immobilier ; et, d'autre part, la « valeur » de la plupart des prévisions en la matière. En effet, le directeur de l'observatoire de l'immobilier de cette banque a été licencié pour avoir publié des prévisions jugées trop pessimistes par la direction de la banque. C'est une nouvelle illustration des difficultés que rencontrent les analystes au sein des grandes sociétés ou administrations pour faire partager leurs prévisions lucides quand elles déplaisent aux dirigeants. Connaissant bien le problème, LEAP/E2020 estime que la quasi-totalité des experts employés par les banques, les grandes sociétés ou les gouvernements font face à des risques identiques à ceux de ce pauvre directeur du Crédit foncier. Source : [Le Monde](#), 10/11/2009

⁵⁹ Ni d'ailleurs vis-à-vis de son soutien à ses banques toujours aussi peu solides. Source : [Reuters](#), 10/11/2009

En Chine, les grands choix toujours repoussés deviennent impératifs

Pékin peut toujours prétendre « gérer le temps » et se fixer ses propres calendriers ; mais, en fait, c'est dorénavant l'Histoire qui fixe les rendez-vous. En effet, les dirigeants chinois n'ont toujours pas bien intégré le fait que leur pays n'est plus un acteur secondaire de l'économie mondiale, qu'ils ne sont plus les « cousins de province » à qui personne ne demande grand-chose en dehors d'un coup de main de temps en temps. En vingt ans, de Tien an Men au G20 de Londres, ils sont passés du statut de paria à celui d'acteur central. En conséquence, tant sur le plan de la réévaluation du Yuan que sur l'accélération de leur rôle de leader en Asie, le calendrier leur échappe de plus en plus car ce sont les pressions de l'ensemble des autres acteurs qui deviennent déterminantes⁶⁰.

Cela va être d'autant plus vrai que l'année 2010 va sanctionner la politique de relance chinoise conduite depuis la fin 2008. La production a été soutenue et nombre de marchés spéculatifs alimentés par l'aide publique massive⁶¹. Maintenant vient le temps de constater s'il y a bien une réalité économique et commerciale derrière ce processus volontariste. Pour notre équipe, non seulement les statistiques annoncées actuellement ne représentent pas du tout la réalité car l'appareil statistique chinois est peu fiable et totalement soumis aux diktats des dirigeants du pays, mais en plus la situation économique mondiale prive la Chine de débouchés réels à sa production. Combien de temps Pékin va-t-il pouvoir maintenir artificiellement l'activité économique du pays reste une grande inconnue⁶² ? Mais, pour nos chercheurs, les dizaines de millions de chômeurs nouveaux ne pourront plus être encore longtemps déguisés en travailleurs fictifs tandis que l'ensemble de l'Asie presse Pékin de trouver une solution urgente à l'indigestion de Dollars US que toute la région⁶³ est en train d'avoir⁶⁴. En Chine aussi 2010 va imposer des choix brutaux et pas nécessairement anticipés par les dirigeants du pays⁶⁵.

Currency Swap Agreement Partner	Date	Amount (Billion Yuan)
Bank of Korea	Dec 12, 2008	180
Hong Kong Monetary Authority	Jan 20, 2009	200
Central Bank of Malaysia	Feb 8, 2009	80
National Bank of the Republic of Belarus	Feb 11, 2009	20
Bank of Indonesia	Mar 23, 2009	100
Central Bank of Argentina	Mar 29, 2009	70
Total		650

Montants des accords de Swap en Yuan réalisés par la Chine en 2009 - Source : DollarDaze, 29/10/2009

Ce qui ne fait aucun doute pour notre équipe, c'est que la part importante (peut-être 30%) des économies américaine, européenne et asiatique désormais représentée par l'« économie-zombie » est à la merci des « balles d'argent » que constitue toute hausse des taux d'intérêts, toute forte hausse des impôts ou bien entendu tout chaos généré par une cessation de paiement d'un Etat important. Ces entreprises et institutions financières⁶⁶ ne survivent en effet que grâce aux injections d'argent public, aux taux d'intérêt historiquement bas et à ce qui reste du consommateur dépensier.

⁶⁰ Les dirigeants chinois font ainsi face à un changement radical analogue à celui auquel furent confrontés les dirigeants européens après 1989. Après la chute du Rideau de Fer, l'Histoire reprenait ses droits en Europe et les petites étapes bien balisées du projet communautaire, telles qu'elles étaient tranquillement élaborées depuis les années 1950, dans une ambiance bien provinciale, à l'ombre des deux Grands, furent balayées pour être remplacées par des impératifs historiques : élargissements, climat, opinions publiques, ... Selon LEAP/E2020, l'agenda chinois des prochaines années va être bouleversé de la même manière.

⁶¹ Source : [Bloomberg](#), 21/10/2009

⁶² Même le [China Daily](#) du 20/10/2009 ose poser la question de la réalité de la croissance officielle. Quand d'autres s'inquiètent de l'endettement record généré par le stimulus chinois. Source : [CNNMoney](#), 11/11/2009

⁶³ Source : [China Daily](#), 03/11/2009

⁶⁴ Source : [BlogsFT](#), 02/11/2009

⁶⁵ Source : [Le Monde](#), 10/11/2009

⁶⁶ Voici quelques lectures utiles sur l'état de santé des banques : [Telegraph](#), 22/10/2009 ; [MyBudget360](#), 18/10/2009 ; [Bloomberg](#), 02/11/2009 ; [YahooNews/Reuters](#), 03/11/2009 ; [Financial Times](#), 11/11/2009 ; [Alphaville](#), 10/11/2009.

Le réveil de la Turquie : la sortie progressive hors du camp occidental

A la faveur de la crise systémique en cours et de l'affaiblissement rapide de la puissance des Etats-Unis et de l'armature occidentale sur laquelle cette puissance repose, la Turquie est en train de redéfinir fondamentalement ses intérêts géopolitiques majeurs. Les nouvelles priorités en gestation vont constituer d'ici 2012 la plus profonde remise en cause effectuée par Ankara depuis son entrée dans l'OTAN en 1952. Ce processus illustre un retour aux sources de la vision kémaliste des intérêts vitaux de la Turquie⁶⁷, c'est-à-dire une rupture par rapport à l'agenda établi pour la Turquie par les puissances dominantes. Il est assez ironique d'ailleurs que ce soient des dirigeants d'un parti d'inspiration religieuse, l'**AKP**, qui initient cette évolution. Les conséquences géopolitiques, économiques et commerciales de ce changement d'orientation sont considérables puisqu'il remet en cause la vision traditionnelle d'une Turquie pro-occidentale et en attente d'intégration à l'UE.

La Turquie dans son environnement régional



La Turquie dans son environnement régional - Source : Comité Valmy

⁶⁷ [Kemal Atatürk](#), fondateur de la Turquie moderne, a en effet pensé et voulu à la fois une Turquie en rupture avec son passé ottoman et une Turquie en rejet des choix effectués pour elle par les puissances dominantes du début du XX^e siècle (Royaume-Uni et France en particulier). Son rejet du Traité de Sèvres et de ses conséquences territoriales pour la Turquie en est un exemple flagrant. Dans son testament, il a par ailleurs très bien exprimé quel était le fil conducteur qui pouvait le relier à de futurs héritiers légitimes : « Je ne laisse, en tant qu'héritage spirituel, aucun verset, aucun dogme, aucune règle pétrifiée et figée. Mon héritage spirituel, c'est la science et la raison (...). Tout dans ce monde évolue rapidement. La conception du bonheur et du malheur se modifie, au fil du temps, chez les peuples et les individus. Affirmer, dans ce contexte, que l'on a su inventer des recettes éternellement valables équivaudrait à renier l'incessante évolution des idées et de la science. (...) Ceux qui, après moi, voudront avancer dans mon sillage, sans jamais s'éloigner de la raison et de la science, deviendront mes héritiers spirituels. » Ce seraient ceux qui notamment auraient le courage de rejeter les recettes obsolètes.

Comme souvent dans la région de Méditerranée orientale, c'est la relation à Israël qui est un indicateur fiable de l'orientation des relations d'un pays avec le camp occidental puisque depuis plus d'une décennie, le camp occidental se définit par une ligne directrice Washington/Tel Aviv. Or, en la matière, depuis quelques mois, la Turquie a entrepris de s'écarter fortement de cette ligne directrice dont elle avait au contraire tenue à se rapprocher sans cesse depuis plusieurs années. La violente attaque de Gaza par l'armée israélienne en Décembre 2008 a constitué l'évènement qui marque le début très visible de ce changement de ton d'abord, puis d'orientation. En effet, depuis cette date, Ankara a progressivement entrepris de refaire en marche arrière tout le chemin fait ces dernières années en matière de coopération avec l'état hébreu, tant sur le plan diplomatique que sur le plan militaire. Les derniers exemples en date ont été la décision d'arrêter d'autoriser l'entraînement de l'aviation israélienne dans le ciel turc et le refus qu'Israël participe aux manœuvres de l'OTAN d'Octobre 2009⁶⁸, pour annoncer dans la foulée des manœuvres conjointes avec la Syrie⁶⁹. On est ici déjà très loin du comportement militaro-stratégique attendu d'un allié fidèle des Etats-Unis et d'un membre éminent de l'OTAN.

Pourtant, cette évolution sur le plan géo-stratégique régional est en gestation depuis la chute de l'URSS, quand le « cul de sac » dans lequel se trouvait la Turquie depuis des décennies de Guerre Froide est redevenu un vaste espace ouvert où le potentiel d'expansion culturel, économique et commercial est immense. Déjà sous la Turquie « aux ordres » perceait un pays de plus en plus réticent à devoir se travestir dans l'uniforme d'un Occident aux visées régionales de plus en plus étrangères aux intérêts turcs⁷⁰. Tant qu'il y avait la Guerre Froide et la menace soviétique aux frontières du pays, la Turquie acceptait volontiers d'être une « Tour occidentale » sur l'échiquier moyen-oriental. Mais depuis 1989, la divergence d'intérêts entre la Tour et le Roi ou la Reine s'accroît chaque année un peu plus fortement, ce qui présage mal de la suite du jeu à deux niveaux :

. d'une part, la Turquie va être de plus en plus réticente aux impulsions de Washington comme le prouvent une série croissante de réactions négatives⁷¹, provoquant une montée de tensions hostiles à Ankara au sein même de l'Alliance. On constate désormais, chose nouvelle, des interrogations publiques sur la légitimité de la Turquie au sein de l'OTAN, exprimées par des leaders d'autres Etats membres de l'Alliance.

. d'autre part, l'action de l'Alliance et/ou de Washington dans la région va être de plus en plus handicapée par une Turquie réticente à obéir, et qui, au contraire, développe ses propres logiques stratégiques régionales éventuellement opposées à celles de l'Alliance. Les bonnes relations d'Ankara avec Téhéran⁷² en constituent un autre exemple flagrant : on est loin ici de toute idée de sanctions renforcées ou d'embargo effectif, pourtant vigoureusement prônés par Washington.

En un mot comme en cent, la relation Turquie/OTAN est en train d'atteindre un point de non-retour. Le cas turc ne fait d'ailleurs qu'illustrer la problématique plus générale d'une Alliance en pleine désintégration (thème déjà analysé dans des GEAB précédents), dont le leader n'a plus ni la vision, ni les moyens permettant d'encadrer tous les membres.

Ironie de l'Histoire, pour LEAP/E2020, c'est l'autre volet de l'« ancrage » de la Turquie à l'Occident, à savoir la promesse d'accession à l'Union européenne, qui est probablement un facteur décisif permettant cette sortie du camp occidental. C'est en effet cette promesse intenable que l'absence de courage et d'imagination des dirigeants européens a conduit à mettre en mouvement, via l'ouverture formelle d'un processus d'adhésion en 2005, qui a créé les deux grandes conditions permettant ce nouveau cours de la politique étrangère turque :

⁶⁸ Source : [Reuters](#), 14/10/2009

⁶⁹ Et on se souvient certainement de l'esclandre provoquée par le Premier Ministre turc [Recep Erdogan](#) à Davos en Janvier 2009 lorsqu'il quitta brutalement l'estrade faute de pouvoir s'exprimer à parité de temps avec le président israélien Shimon Peres. Source : [Tribune de Genève](#), 30/01/2009

⁷⁰ Comme l'avaient déjà laissé entrevoir les grandes difficultés de Washington à convaincre Ankara de lui laisser utiliser ses bases en Turquie pour attaquer l'Irak en 2002/2003.

⁷¹ Comme en Avril 2009, quand la Turquie a bloqué pendant plusieurs jours la nomination du nouveau secrétaire général de l'OTAN, Fogh Rasmussen, du fait de son soutien aux médias danois dans l'affaire des caricatures de Mahomet. Source : [France 24](#), 03/04/2009

⁷² Le Premier Ministre turc Recep Erdogan insiste pour qualifier d'ami de la Turquie le président iranien Mahmoud Ahmadinejad et déclare ne pas accepter les deux poids et deux mesures appliquées à l'Iran en matière nucléaire. Source : [The Guardian](#), 26/10/2009

. d'une part, les contraintes démocratiques d'accession à l'UE ont obligé progressivement les militaires turcs à regagner leurs casernes et à y rester. Ils avaient l'habitude depuis des décennies de diriger le pays dans l'ombre de politiques fantoches, les congédiant si nécessaires quand les urnes donnaient des résultats qui les indisposaient. Se posant en garant de l'héritage d'Atatürk, ils en profitaient surtout pour contrôler le pays et profiter au maximum de la manne déversée par l'OTAN, l'UE et les Etats-Unis, rémunérant leur fidélité au camp occidental⁷³. Leur affaiblissement a ainsi privé l'Occident de ses plus fidèles alliés au sein de la société turque. Encore un exemple de l'ironie de l'Histoire.

. d'autre part, les réticences évidentes de l'UE, et en particulier de l'immense majorité de son opinion publique⁷⁴, face à la perspective, même lointaine, d'un élargissement à la Turquie sont apparues clairement aux citoyens turcs depuis quatre années. Parallèlement, la découverte brutale que les soi-disant « négociations d'adhésion »⁷⁵ n'étaient pas de vraies négociations, mais au contraire une obligation bien réelle pour la Turquie d'adopter intégralement les 90.000 pages du corpus législatif, moral, commercial, économique et culturel de l'UE (seul le calendrier de l'« [acquis communautaire](#) » est en fait négociable), ont déclenché un sentiment populaire de rejet face à ce qui est apparu comme un « colonialisme par voie légale ». Dans les générations turques des moins de quarante ans, petit à petit, s'est ainsi faite jour la conviction que les Européens ne voulaient pas d'eux et que leur pays s'était engagé dans une impasse. Cette prise de conscience a constitué un phénomène essentiel car il a mis fin à quarante ans de domination sans partage d'un discours officiel faisant de l'entrée dans l'Europe le seul avenir souhaitable pour le pays. Et simultanément, elle a apporté au parti musulman au pouvoir, qui ne s'était rallié que contraint et forcé au projet d'adhésion à l'UE⁷⁶, un nouveau courant d'opinion, non religieux, mais dorénavant opposé (ou au moins réticent) au processus d'accession communautaire.

De la Russie, dont les ressortissants se bousculent sur les plages turques à l'Asie centrale où Ankara conduit une politique culturelle et commerciale dynamique en direction des pays turcophones, en passant par l'Iran et la Syrie, la Turquie développe à grande vitesse une nouvelle diplomatie qui tente de faire la synthèse entre l'espace politico-historique de l'héritage ottoman, la proximité religieuse musulmane et ses intérêts propres de puissance régionale et son statut de point de passage privilégié. Le tout est joué via des effets de balancier où l'OTAN et l'UE sont de plus en plus des éléments du jeu diplomatique d'Ankara, et non plus une donnée fondamentale (comme ce fut le cas pour l'OTAN) ou un objectif central (comme ce fut le cas pour l'UE).

Que les Américains et les Européens ne se méprennent pas. Selon LEAP/E2020, il n'y aura pas de retour en arrière. L'OTAN étant de toute manière en voie de désintégration, il n'y a aucune raison pour qu'Ankara ne continue pas son cavalier seul vers une position intermédiaire au centre d'un équilibre géopolitique comprenant la Russie, l'UE, l'Iran et toute puissance influente entre ses frontières sud et l'Egypte (aujourd'hui Washington). Les derniers alliés fidèles de l'OTAN sont les généraux actuels de l'armée turque. D'ici dix ans, vers 2020, ils auront été remplacés par les générations montantes⁷⁷ qui plus que d'autres auparavant identifient l'avenir de leur pays à ce mythe du « pont entre l'Orient et l'Occident ». Et un pont n'appartient à aucune des rives qu'il relie, sinon ça n'est plus un pont mais un cul-de-sac⁷⁸.

⁷³ Le FMI a également joué un rôle considérable puisque la Turquie est l'un de ses principaux bénéficiaires depuis des décennies, permettant ainsi à l'Occident de gérer le pays par procuration. La sortie d'un programme d'ajustement du FMI en 2008 correspond également au début de la période la plus visible du nouveau cours de la diplomatie turque. Ankara est désormais d'ailleurs très réticent à s'engager à nouveau dans des prêts avec le FMI. Sources : [EurAsiaNet](#), 02/07/2009 ; [BrettonWoodsProject](#), 17/06/2009

⁷⁴ Désormais une proportion croissante des élites communautaires ne souhaite plus l'entrée de la Turquie dans l'UE. L'évolution récente de la Turquie en matière diplomatique les a convaincus qu'Ankara a dorénavant une vision de l'avenir de mois en moins compatible avec le projet communautaire. Source : [EuObserver](#), 04/04/2009

⁷⁵ Depuis des décennies, les élites turques, non démenties bien entendu par leurs homologues européennes, avaient laissé croire aux citoyens turcs que l'accession de la Turquie à l'UE serait un processus où chaque partie ferait en quelque sorte la moitié du chemin. A partir de 2005, ce mensonge a commencé à voler en éclats.

⁷⁶ En effet, traditionnellement, la mouvance pro-musulmane en Turquie était opposée à l'entrée dans l'UE. Mais, si [Paris valait bien une messe](#), Ankara vaut bien un élargissement hypothétique.

⁷⁷ Le seul risque reste, pour les cinq années à venir, celui d'une tentative de coup d'état militaire lancée par des généraux en fin de course appuyés par Washington. Mais la probabilité en est très faible et il se terminerait probablement comme celui des généraux russes contre Mikhaïl Gorbatchev en 1991.

⁷⁸ D'ailleurs la Turquie est un double pont, entre l'Orient et l'Occident, mais aussi entre les riverains de la Mer Noire et ceux de la Méditerranée. Sans oublier, qu'au XXI^e siècle, un pont c'est aussi (surtout) un oléoduc ou un gazoduc, deux domaines où la Turquie se positionne centralement avec le projet [Nabucco](#), dont l'Iran est la clé.



La Turquie au cœur du réseau d'approvisionnement énergétique - Source : JapanFocus, 12/2007

Cela vaut donc aussi pour l'Union européenne. En bonnes bureaucraties, Bruxelles et Ankara vont continuer les négociations d'adhésion, même si la volonté politique n'est plus là. Mais elles n'aboutiront pas et s'enliseront année après année dans l'indifférence générale. Car tout élargissement est toujours le fruit d'une volonté politique, et seulement d'une volonté politique. Or, le principal sponsor de cet élargissement, à savoir Washington, a désormais bien d'autres chats à fouetter et n'a plus l'influence nécessaire pour surmonter l'opposition forte des opinions publiques européennes (il n'arrive même plus à faire rester les troupes européennes en Afghanistan). Et dans l'UE, aucun leader ne peut plus faire de l'entrée de la Turquie un cheval de bataille faute de perdre les élections. Quant à Ankara, un autre avenir que la Turquie européenne est en train de s'imposer. Si l'UE comprend cela assez tôt et offre un partenariat stratégique de haut niveau à la Turquie, ce rêve sera celui d'une Turquie turque, intermédiaire entre les différents pôles qui l'entourent. Si Bruxelles s'enferme dans son projet d'accession, sans autre alternative, elle prend le risque de pousser Ankara vers un rêve opposé, à savoir celui d'une Turquie musulmane. N'oublions pas l'ironie de l'Histoire qui veut souvent qu'on obtienne le résultat diamétralement opposé à celui qu'on poursuit si on oublie de prendre en compte le rêve, les attentes du peuple avec lequel on traite.

En conclusion, pour notre équipe, cette évolution de la Turquie hors du camp occidental, lui même en pleine décomposition, loin d'être inquiétante pour l'Europe, est une facette de la crise systémique globale et de l'effacement progressif des structures léguées par le monde d'après 1945, qui peut permettre aux Européens d'ici 2015 d'avoir comme partenaire une Turquie à l'identité apaisée, apte à être un intermédiaire efficace avec l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Asie centrale.



La Turquie : un « pont neuf »⁷⁹ entre l'Orient et l'Occident

⁷⁹ Le « Pont neuf » est, comme son nom ne l'indique pas, le plus vieux pont de Paris.

3- Focus

Recommandations stratégiques et opérationnelles

. Devises / Or : Les tendances se confirment

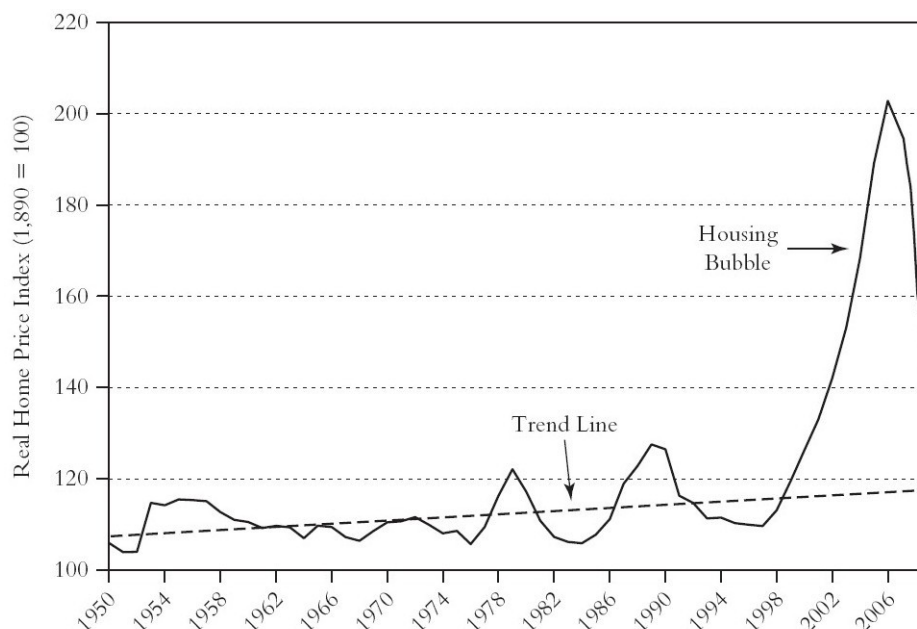
Dans cette classe d'actifs, les tendances se confirment. Le Dollar US n'a aucune raison d'entamer la moindre remontée significative et durable par rapport aux autres grandes devises (sauf la Livre Sterling qui est susceptible de tomber à pic à tout moment). Le rythme de dépréciation du dollar semble se stabiliser autour de 8% à 10% par semestre en moyenne. Mais l'année 2010 reste très propice à un décrochage brutal en fonction des évolutions décrites dans ce numéro du GEAB. Pour ce qui est de l'or, notre équipe prépare une anticipation détaillée pour un tout prochain GEAB (N°40 ou N°41). Mais là encore la tendance reste claire : on assiste au grand retour de l'or, y compris dans les réserves des banques centrales. Il semblerait qu'un « grand jeu » commence autour des réserves mondiales de métal précieux, ce qui ne peut que favoriser l'évolution de son cours. Cela étant, en cas de risque de cessation de paiement d'un Etat, nous rappelons que l'Histoire enseigne que les Etats sont prompts à organiser la saisie et réquisition de l'or présent sur leur territoire. Enfin, nous indiquons à nouveau que, selon notre équipe, il faut à tout prix éviter les certificats (l' « or-papier ») qui comportent un risque croissant de ne pas être gagé sur de l'or réel.

. Immobilier : Louer ou acheter – une alternative à considérer soigneusement désormais

Qui peut aujourd'hui prétendre connaître l'état du marché de l'immobilier dans vingt ans sur la plupart des marchés de la planète ? Certainement pas l'équipe de LEAP/E2020 car le nombre des paramètres à intégrer pour une telle anticipation n'ont fait qu'augmenter et sont soumis à des variations de plus en plus importantes. Toujours est-il que cette impossibilité à prévoir l'état de ces marchés constitue en soi une aide à la décision pour l'acteur économique intéressé par une opération dans le secteur immobilier, que ce soit un particulier qui cherche à se loger ou une entreprise qui se demande comment se positionner pour l'hébergement de ses bureaux par exemple. Dans la plupart des pays occidentaux, les vingt prochaines années vont être marquées par un appauvrissement général (à des degrés divers comme on l'a indiqué précédemment dans ce GEAB). Les générations massives du baby-boom vont commencer à disparaître libérant quantité de biens immobiliers allant de la résidence principale aux résidences secondaires (et jouant donc dans le sens d'une baisse des prix par accroissement significatif de l'offre⁸⁰). Parallèlement, la multiplication des contraintes normatives (environnement, énergie, sécurité, ...) rend toujours plus cher l'entretien d'un bien immobilier par son propriétaire. Enfin, les niveaux des prix atteints il y a deux ou trois ans constituent probablement un pic dont personne ne peut dire s'il sera retrouvé à moyen ou long terme. En conséquence, sauf pour les opérateurs motivés par un investissement patrimonial, il devient de plus en plus pertinent économiquement et financièrement de considérer en détail la possibilité de louer plutôt que d'acheter. Si comme nous l'anticipons l'inflation est au rendez-vous des prochaines années, un tel raisonnement est d'autant plus justifié. Dernier argument en guise de clin d'œil : les banques essayent de vous convaincre du contraire⁸¹ ... voilà donc une bonne raison de douter!

⁸⁰ Et aux Etats-Unis, la nouvelle que le fond de réserve de la Federal Housing Administration (FHA), l'organisme qui garantit environ 50% des prêts immobiliers US, est tombé en-dessous de son minimum légal du fait de l'accroissement rapide des saisies immobilières, illustre le problème d'un excès massif et durable de l'offre immobilière du fait de la crise actuelle. Dans certaines régions des Etats-Unis, il avait fallu ainsi attendre trente ans avant que les prix de l'immobilier retrouvent ceux d'avant la crise des années 1930. Source : [MarketWatch](#), 12/11/2009

⁸¹ Elles prétendent que les faibles taux d'intérêt sont une occasion à ne pas rater pour acheter. Mais qui dit que parce qu'une chose était plus facile aujourd'hui, c'était donc une bonne chose à faire sur le long terme ? Les taux actuels ne sont qu'un facteur parmi d'autres à prendre en compte pour trancher entre location ou achat.



Evolution des prix réels de l'immobilier d'habitation aux Etats-Unis (1950 – 2009) - Sources : Robert Schiller / T2 Partners

. **Actions/Obligations : Le point d'inflexion approche**

Nous maintenons notre avis de vigilance sur les marchés financiers. Quoiqu'en disent les médias, les bourses mondiales stagnent depuis plusieurs mois, alternant baisses et hausses sans vraiment dégager une tendance dominante. Aux Etats-Unis, les hausses ne font que cacher la perte de valeur du Dollar. En effet, rapporté aux autres devises mondiales, les bourses US ont en fait décliné en valeur ces derniers mois. Pour LEAP/E2020, cette situation marque donc depuis Septembre 2009 la fin de la hausse déclenchée au Printemps dernier par la canalisation vers les bourses des immenses flux financiers des plans de sauvetage des banques et des politiques de taux nuls des banques centrales. La reconnaissance généralisée de l'échec des plans de stimulation à partir du début 2010 jouera le rôle de point d'inflexion des marchés.

. « **Excès de liquidité** » : Une explication iconoclaste

Chacun peut trouver à longueur d'articles de médias financiers ou d'interviews d'experts la répétition de ce « concept explicatif » : l'excès de liquidité. Pourtant, selon LEAP/E2020, cette expression n'explique rien du tout mais vise à enrober de termes grandiloquents l'ignorance des experts qui l'utilisent. En fait, elle sert à fournir une explication aux mouvements des marchés financiers et monétaires que ces mêmes experts ne peuvent pas expliquer autrement : soit qu'ils en soient intellectuellement incapables, soit qu'ils ne puissent pas publiquement partager leur analyse.

Ainsi entend-on dire actuellement que la hausse des marchés financiers et/ou du prix du pétrole est la conséquence directe d'un « excès de liquidité » qui ne trouverait pas d'autre moyen pour se résorber que d'investir ces différentes classes d'actifs. Cette explication est probablement correcte dans les situations économiques normales mais nous considérons que, dans le cas de cette crise systémique, elle est erronée. En effet, parler d'« excès de liquidité » laisse supposer que ces liquidités en surplus sont bien réelles. Or, en cohérence avec notre analyse du fait qu'entre 20.000 milliards USD et 30.000 Milliards USD d'actifs sont devenus « fantômes » du fait de la crise actuelle (voir GEAB précédents), notre équipe estime que ces liquidités sont virtuelles et qu'elles ne contribuent qu'à éroder la valeur des actifs dans lesquels elles s'investissent : plus elles s'orientent vers une classe d'actifs, plus à moyen terme cette classe d'actifs va subir une chute brutale de valeur. Le fait que ces évolutions se déroulent pour l'essentiel en Dollars US en est un autre indicateur car ce sont avant tout les actifs libellés en Dollars US qui constituent la masse des « actifs fantômes ». On pourrait donc utilement parler de « fausses liquidités » plutôt que d'un « excès de liquidités ».

4- Le GlobalEurometre ⁸²

GlobalEurometre de Novembre 2009 - RESULTATS

GlobalEurometre 11-2009	Oui	Non	Ne sait pas
1. Pensez-vous qu'un secrétariat politique et économique permanent de la zone Euro devrait être instauré ?	96%	3%	1%
2. Pensez-vous que des Sommets de l'Euro devraient être instaurés chaque trimestre, préalablement à chaque Sommet européen ?	90%	8%	2%
3. Trouvez-vous que le gouvernement de votre pays reflète les attentes de votre peuple en matière de construction européenne ?	5%	95%	0%
4. Pensez-vous que des forces anti-démocratiques soient en augmentation dans l'Union européenne ?	83%	12%	5%
5. Dans les mois à venir, échangeriez-vous vos Euros contre l'une de ces monnaies : Dollar US, Yen japonais, Livre britannique ?	0%	98%	2%
6. Dans les mois à venir, échangeriez-vous vos Euros contre de l'or ?	30%	64%	6%
7. Pensez-vous que la Banque Centrale européenne va commencer à relever son taux d'intérêt principal au cours des six prochains mois ?	53%	35%	12%
8. Pensez-vous que l'inflation est de retour dans votre pays ?	18%	72%	10%
9. Craignez-vous de perdre votre emploi dans les prochains mois à cause de la crise globale ?	24%	71%	5%
10. Craignez-vous de perdre de l'argent dans les prochains mois à cause de la crise globale ?	84%	16%	0%
11. Pensez-vous que le dollar va continuer à baisser par rapport à toutes les grandes devises ?	85%	4%	11%
12. Pensez-vous que la crise globale sera terminée en 2012 ?	1%	86%	13%
13. Pensez-vous que, en 2010, l'UE devrait entamer des négociations avec la Chine, le Japon, l'Inde, le Brésil et la Russie autour d'une nouvelle monnaie internationale de réserve ?	97%	1%	2%
14. Constatez-vous des signes tangibles d'embellie économique dans votre pays ?	0%	99%	1%
15. Craignez-vous l'apparition de troubles politico-sociaux dans votre pays ?	72%	24%	4%

⁸² Chaque mois, l'équipe de GEAB consulte pour vous 200 leaders d'opinion européens

GlobalEuromètre de Novembre 2009 - ANALYSE

Gouvernance UE : Renforcement de la très forte majorité en faveur de la création d'un secrétariat permanent de la zone Euro et de la tenue d'un Sommet de l'Euroland avant chaque sommet de l'UE / Stabilité du décalage très important entre attentes des peuples et actions des leaders de l'UE / Fort accroissement de la majorité estimant que les forces anti-démocratiques montent en puissance dans l'UE / Majorité estimant que la BCE va augmenter son principal taux d'intérêt dans les six prochains mois / Stabilité de la majorité estimant que l'inflation n'est pas de retour dans leur pays / Renforcement de la crainte de perte d'emploi du fait de la crise / Renforcement de la crainte de perte d'argent à cause de la crise systémique globale / Unanimité pour constater l'absence d'amélioration de la situation économique dans leur pays / Stabilité de la majorité inquiète de troubles sociaux et politiques dans leur pays

Les sondés en faveur de la création d'un secrétariat permanent de l'Eurozone et de la tenue de sommets de l'Euroland, avant les sommets de l'UE, voient leur forte majorité se renforcer encore respectivement à 96% et 90%.

Le mécontentement des citoyens en ce qui concerne l'action européenne des gouvernements par rapport aux attentes de leurs peuples reste stable à des niveaux stratosphériques (95%). Le défilé de candidats au poste de futur président de l'UE ne paraît donc pas les enthousiasmer.

Une majorité d'Européens (53%) s'attend à ce que la BCE augmente son principal taux d'intérêt dans les six mois à venir.

Une majorité presque stable de sondés (72% contre 76% le mois précédent) estime que l'inflation n'est pas de retour dans leur pays.

La crainte de perdre son emploi à cause de la crise globale remonte à 24% (contre 17% en Octobre). Tandis que la peur de perdre de l'argent à cause de la crise continue à se renforcer considérablement puisque le nombre de personnes affirmant être inquiètes à ce sujet passe à 84% (contre 77% en Octobre et seulement 52% en Septembre).

Nul doute que ces craintes croissantes reflètent l'unanimité des sondés (99%) qui ne perçoivent aucun signe d'amélioration économique dans leur pays.

On constate d'ailleurs une stabilité de la forte majorité craignant des désordres politiques et sociaux dans leur pays (72% comme le mois dernier).

Relations UE/Reste du monde : Maintien de la quasi-unanimité pour conserver ses Euros face au \$, ¥ et £ / Affaiblissement de la majorité pour ne pas convertir ses € en or / Légère baisse de la forte majorité s'attendant à un effondrement du Dollar US dans les prochains mois / Renforcement de la majorité pensant que la crise globale ne sera pas terminée d'ici 2012 / Quasi-unanimité pour estimer que l'UE devrait entamer des négociations avec les BRIC et le Japon à propos d'une nouvelle devise internationale de référence

A 98% les Européens continuent à voter pour l'Euro contre le Dollar US, le Yen japonais et la Livre britannique en refusant l'idée de changer leurs Euros dans ces devises (comme en Septembre et en Octobre, aucun sondé n'a exprimé d'avis contraire). Cette grande confiance dans l'Euro est légèrement modérée par la poursuite de la hausse de ceux qui envisagent d'acheter de l'or plutôt que de garder des Euros (ils sont passés de 7% en Septembre à 22% en Octobre et à 30% ce mois-ci).

Avec 85% des sondés (une baisse de 6% par rapport à Octobre) s'attendant à un effondrement du Dollar US dans les mois à venir, on constate le maintien des doutes des Européens sur la pérennité de la valeur de la devise US.

On constate un renforcement de la majorité des sondés qui estiment que la crise ne sera pas terminée d'ici 2012 (86% contre 78% le mois dernier), contrairement au discours médiatique et politique dominant.

Les Européens sont quasi-unanimes (97%) pour estimer que l'UE devrait entamer en 2010 des négociations avec la Chine, la Russie, le Brésil, l'Inde et le Japon à propos d'une nouvelle devise internationale de référence. Leurs gouvernements reflèteront-ils cette attente? Rien n'est moins sûr au regard de l'opinion de ces mêmes sondés sur les dirigeants européens.